

Au niveau européen. En juin, l'Union a décidé que les installations de stockage souterrain de gaz dans les États membres devront être remplies à au moins 80 % de leur capacité avant le début de l'hiver 2022/2023 et à 90 % avant le début des hivers suivants. Le taux de remplissage à l'échelle de l'Union devra être de 85 % de la capacité totale des stockages souterrains en 2022.

En juillet, les États membres se sont engagés à réduire de 15 % leur consommation de gaz du 1er août 2022 au 31 mars 2023. En cas de risque important de pénurie et après avoir consulté les États membres, la Commission pourra déclencher une « alerte de l'Union » qui rendrait obligatoire l'objectif des 15 % de réduction. Pour alléger la pression sur les consommateurs, la Commission a proposé le 14 septembre de réduire la consommation d'électricité d'au moins 5 % pendant les heures de pointe, un plafond temporaire de recettes des producteurs d'électricité infra marginaux à 180 euros/MWh et une contribution de solidarité sur les bénéfices des entreprises des secteurs du pétrole, du gaz, du charbon et du raffinage, lorsque les revenus excèdent de 20% les bénéfices moyens des trois années précédentes.

État	Mesures prises pour faire face à la crise énergétique
<p>Allemagne</p>	<p>Depuis le 1er septembre et pour 6 mois, il est interdit « d'utiliser certains modes de chauffage pour les piscines et bassins de baignade » ; les bâtiments non résidentiels sont appelés à ne plus chauffer les couloirs, les grands halls, exception faite des établissements médicaux, des écoles et les crèches. L'éclairage des bâtiments et monuments historiques n'est plus permis. Les portes des magasins chauffés ne pourront plus rester ouvertes. Les vitrines ne seront plus éclairées entre 22 heures et 6 heures. La température ne devrait pas dépasser 19° C dans les bâtiments publics et les entreprises privées. À compter du 1er octobre, des audits énergétiques seront effectués.</p> <p>Le 4 septembre, un plan de 65 milliards € a été annoncé par le Chancelier Olaf Scholz. Les étudiants recevront un chèque énergie s'élevant à 2 000 €, et les retraités une aide de 300 €.</p> <p>Au 21 septembre, le pays a alloué 2,8 % de son PIB pour des mesures visant à protéger les consommateurs de la hausse des prix de l'énergie.</p>

	<p>Actualisé le 21/09</p> <p>Source Source 2</p>
Autriche	<p>Pour inciter les Autrichiens à réduire leur consommation d'énergie, le gouvernement a réduit les coûts de l'électricité pour les ménages jusqu'au seuil de 2 900 kilowattheures, au-delà desquels il faudra payer le prix du marché.</p> <p>Au 21 septembre, le pays a alloué 2,2 % de son PIB pour des mesures visant à protéger les consommateurs de la hausse des prix de l'énergie.</p> <p>Actualisé le 21/09</p> <p>Source</p>
Belgique	<p>En début d'été, la Belgique a présenté son plan « Hiver 2022 ». À côté des aides prévues pour les entreprises et les particuliers, ce dernier appelle les citoyens, les entreprises et les pouvoirs publics, à réduire leur consommation de gaz, d'électricité et de carburant. La température dans l'ensemble des bâtiments du gouvernement fédéral ne dépassera pas 19 °C, et l'éclairage (aussi des monuments) restera éteint entre 19 h et 6 h. Une campagne de sensibilisation a été lancée pour économiser de l'énergie. La Belgique a également prolongé de dix ans la durée de vie de deux centrales nucléaires jusqu'en 2035.</p> <p>Le gouvernement a adopté le 16 septembre des mesures d'aide aux entreprises et un forfait à prix réduit pour les ménages pour les mois de novembre et de décembre, consistant en une déduction de 135€ par mois des factures du gaz et de 61€ des factures d'électricité.</p> <p>Au 21 septembre, le pays a alloué 0,8 % de son PIB pour des mesures visant à protéger les consommateurs de la hausse des prix de l'énergie.</p> <p>Actualisé le 21/09</p> <p>Source Source</p>

<p>Bulgarie</p>	<p>En mai, le gouvernement a décidé de continuer à compenser partiellement les entreprises pour les coûts élevés de l'électricité et à couvrir entièrement l'augmentation de 14 % des prix du gaz naturel. Il prend aussi en charge 80 % des prix de l'électricité qui dépassent 200 levs par mégawattheure pour les entreprises.</p> <p>Au 21 septembre, le pays a alloué 2,6 % de son PIB pour des mesures visant à protéger les consommateurs de la hausse des prix de l'énergie.</p> <p>Actualisé le 21/09</p> <p>Source</p>
<p>Chypre</p>	<p>Le 28 juillet, le gouvernement a annoncé que 25% de la hausse des factures d'énergie serait prise en charge par l'Etat à l'automne. Des subventions sont également prévues pour protéger les consommateurs vulnérables avec des subventions distribuées pour financer les coûts supplémentaires à hauteur de 50% à 100% selon les familles.</p> <p>Au 21 septembre, le pays a alloué 0,7 % de son PIB pour des mesures visant à protéger les consommateurs de la hausse des prix de l'énergie.</p> <p>Actualisé le 22/09</p> <p>Source</p>
<p>Croatie</p>	<p>En juillet, la Croatie a adopté des lignes directrices pour faire des économies d'énergie d'ici au 31 mars 2023. Ces dernières incitent à chauffer les pièces à un maximum de 21 °C, à préférer l'éclairage LED aux ampoules traditionnelles, à utiliser en priorité les transports publics, et à proposer des tarifs d'électricité plus avantageux.</p> <p>Au 21 septembre, le pays a alloué 4,1 % de son PIB pour des mesures visant à protéger les consommateurs de la hausse des prix de l'énergie.</p>

	<p>Actualisé le 21/09</p> <p>Source</p>
Danemark	<p>Le Danemark a lancé une campagne pour inciter les citoyens à faire des économies : « prendre des douches plus courtes, faire sécher les vêtements à l'extérieur et débrancher les appareils avant de partir en vacances ».</p> <p>Le 23 septembre, le gouvernement a annoncé d'importantes réductions des taxes sur l'électricité pendant plusieurs mois, un plafond des factures d'électricité, de gaz et de chauffage, avec un système de report de paiements au-delà d'un certain montant. Le coût de cette mesure devrait s'élever à 470 millions €.</p> <p>Au 21 septembre, le pays a alloué 2 % de son PIB pour des mesures visant à protéger les consommateurs de la hausse des prix de l'énergie.</p> <p>Actualisé le 26/09</p> <p>Source Source</p>
Espagne	<p>Le 1^{er} août, l'Espagne a annoncé les mesures mises en place pour réduire la consommation d'énergie. L'Espagne est autorisée par l'UE à ne baisser sa consommation d'énergie que de 7 % d'ici mars 2023. Les lieux publics, commerces, lieux culturels et transports en commun, pourront être chauffés jusqu'à maximum 19 °C et climatisés jusqu'à 27 °C.</p> <p>À partir de 22h, les vitrines des magasins et les éclairages des bâtiments publics devront être éteints. Les portes des locaux recevant du public devront être fermées. Des amendes allant jusqu'à 60 000 euros sont prévues. Les abonnements pour les trajets en trains de banlieue et pour une partie des trains de région sont gratuits jusqu'au 31 décembre.</p> <p>Après avoir adopté une réduction de TVA à 5% en juin, sur les prix de l'électricité, le gouvernement espagnol a annoncé en septembre que la TVA sur le gaz naturel domestique va être abaissée de 21% à 5% à partir d'octobre. La mesure est prévue jusqu'au 31 décembre mais pourra être prolongée en 2023.</p>

	<p>Au 21 septembre, l'Espagne a alloué 2,9 % de son PIB pour des mesures visant à protéger les consommateurs de la hausse des prix de l'énergie.</p> <p>Actualisé le 21/09</p> <p>Source Source Source</p>
<p>Finlande</p>	<p>La Finlande a lancé une campagne pour inciter les citoyens à économiser de l'énergie. Parmi les mesures à adopter : la réduction des températures intérieures d'au moins 1° C, la réduction du temps passé sous la douche, l'utilisation des transports en commun, une limitation de vitesse pour les automobilistes, la diminution du temps passé sur les appareils numériques.</p> <p>Le 14 septembre, le gouvernement a adopté un plan de soutien aux entreprises de 10 milliards €, comprenant des prêts et des garanties financières. Le groupe énergétique public Fortum bénéficie d'une aide spécifique de 2,35 milliards €.</p> <p>Au 21 septembre, le pays a alloué 0,2 % de son PIB pour des mesures visant à protéger les consommateurs de la hausse des prix de l'énergie.</p> <p>Actualisé le 21/09</p> <p>Source</p>
<p>France</p>	<p>Le gouvernement français a présenté son plan de sobriété énergétique le 5 septembre. L'objectif est de réaliser une économie d'énergie de 10 % par rapport à la consommation habituelle.</p> <p>La climatisation et le chauffage des bâtiments publics et privés doivent être réduits, les publicités lumineuses vont être éteintes entre 1h et 6h, certaines piscines publiques chauffées au gaz vont être fermées, les portes des magasins chauffés ou climatisés doivent être systématiquement fermées.</p> <p>Le 14 septembre, le gouvernement a annoncé que le bouclier tarifaire serait prolongé en 2023 pour limiter à 15% les hausses des tarifs du gaz et de l'électricité. D'autre part, des chèques énergie d'une valeur de 100 à 200 € vont être distribués aux 12 millions de foyers les plus modestes.</p>

	<p>Au 21 septembre, la France a alloué 2,2 % de son PIB pour des mesures visant à protéger les consommateurs de la hausse des prix de l'énergie.</p> <p>Actualisé le 21/09</p> <p>Source Source Source Source Source</p>
Grèce	<p>Le 7 septembre, la Grèce a présenté son plan de sobriété énergétique. L'objectif est de réduire la consommation énergétique de 10% cet hiver. Les fonctionnaires sont appelés à éteindre le chauffage et la climatisation en partant de leur lieu de travail. Le chauffage ne devra pas excéder 19 °C et la climatisation 27 °C.</p> <p>Le gouvernement a également annoncé une enveloppe de 640 millions €, pouvant aller jusqu'à 1 milliard €, pour isoler les bâtiments publics. De nouvelles subventions vont être mises en place afin de permettre aux familles les plus modestes d'isoler leur maison. Les Grecs sont appelés à changer leurs appareils électroménagers pour des nouveaux, plus performants.</p> <p>Le 10 septembre, le gouvernement a annoncé une série de mesures pour soulager les ménages . En décembre, une aide de 250€ va être accordée à 2,3 millions de citoyens vulnérables et l'allocation de logement va être élevée à 1500€.</p> <p>Au 21 septembre, la Grèce a alloué 3,7 % de son PIB pour des mesures visant à protéger les consommateurs de la hausse des prix de l'énergie.</p> <p>Actualisé le 22/09</p> <p>Source Source Source</p>
Hongrie	<p>Le 8 septembre, le gouvernement a décidé de réduire de 25 % la consommation de gaz dans les bâtiments institutionnels et dans les entreprises publiques, à l'exception des hôpitaux et des établissements d'aide sociale. La température maximale dans les bâtiments publics ne devrait pas dépasser les 18° C en hiver.</p> <p>Actualisé le 21/09</p>

	<p>Source Source</p>
Irlande	<p>En Irlande, la <i>Sustainable Energy Authority</i> a lancé une campagne rassemblant une série de recommandations pour réduire la consommation d'énergie concernant, entre autres, la réduction des températures à l'intérieur des maisons, l'utilisation des transports publics et un usage responsable des appareils électroniques.</p> <p>Au 21 septembre, le pays a alloué 0,2 % de son PIB pour des mesures visant à protéger les consommateurs de la hausse des prix de l'énergie.</p> <p>Actualisé le 21/09</p> <p>Source</p>
Italie	<p>Le gouvernement a imposé une réduction de 1 °C du chauffage des bâtiments, fixant une température de 17 °C pour les bâtiments à usage industriel et commercial, et de 19 °C pour tous les autres.</p> <p>Les citoyens sont appelés à «réduire la température et la durée des douches, utiliser les pompes à chaleur électriques, et réduire la consommation de leurs appareils ménagers.</p> <p>Le gouvernement a adopté trois paquets d'aide financière pour les citoyens et les entreprises. Le Decreto Aiuti de mai 2022 comprenait une prime sociale pour l'électricité et le gaz et une augmentation des crédits d'impôt pour les entreprises. Le Decreto Aiuti Bis, datant de août, a prolongé les dispositions existantes en matière d'énergie. Le dernier décret en date, entré en vigueur le 16 septembre, a une valeur de 14 milliards €. Les entreprises bénéficient désormais d'un crédit d'impôt renforcé. L'accès à la prime sociale pour l'électricité et le gaz a été étendu, en portant le plafond du niveau de revenu éligible à 15 000 €, touchant ainsi 600 000 ménages supplémentaires. Une prime unique de 150 € est prévue pour les individus ayant un revenu inférieur à 20 000 € bruts annuels.</p> <p>Au 21 septembre, le pays a alloué 3,3 % de son PIB pour des mesures visant à protéger les consommateurs de la hausse des prix de l'énergie.</p>

	<p>Actualisé le 21/09</p> <p>Source Source Source Source</p>
Lettonie	<p>Le 23 août, le gouvernement a adopté des mesures pour couvrir une partie de l'augmentation des coûts liés au chauffage des ménages, au réseau électrique pour les entreprises et aux ressources énergétiques pour les entreprises énergivores. Ces mesures seront mises en place du 10 octobre au 30 avril.</p> <p>Le prix de l'électricité a été plafonné, au-delà du plafond, l'État prendra en charge 50% des factures. Pour les ménages qui utilisent l'électricité pour se chauffer, ils devront payer les 500 premiers kWh, et l'Etat prendre en charge une partie, au-delà des 500 premiers kWh, mais sans dépasser 2000 kWh par mois.</p> <p>Au 21 septembre, le pays a alloué 3,2 % de son PIB pour des mesures visant à protéger les consommateurs de la hausse des prix de l'énergie.</p> <p>Actualisé le 22/09</p> <p>Source Source</p>
Lituanie	<p>En Lituanie, le gouvernement a présenté son plan de sobriété énergétique le 7 septembre, qui inclut un plafonnement des prix du gaz et de l'électricité. Les bâtiments publics ne devront pas être chauffés à plus de 19 °C et climatisés à moins de 27 °C. Le télétravail est encouragé les lundis et vendredis.</p> <p>Au 21 septembre, la Lituanie a alloué 2% de son PIB pour des mesures visant à protéger les consommateurs de la hausse des prix de l'énergie.</p> <p>Actualisé le 21/09</p> <p>Source</p>

<p>Luxembourg</p>	<p>Le plan du gouvernement pour réduire la consommation de gaz inclut la limitation à 20 ° de la température dans les bureaux des fonctionnaires, ainsi qu'une baisse de la consommation d'eau chaude et de l'éclairage public.</p> <p>Le gouvernement incite les entreprises et le secteur industriel à réduire leur consommation de gaz de 20 à 30%, et encourage les citoyens à baisser leur chauffage de 1 à 2 degrés.</p> <p>Au 26 septembre, le Luxembourg a alloué 1,8% de son PIB pour des mesures visant à protéger les consommateurs de la hausse des prix de l'énergie.</p> <p>Actualisé le 26/09</p> <p>Source Source</p>
<p>Pays-Bas</p>	<p>Interdiction de dépasser 19 C° dans les habitations, réchauffer uniquement les pièces de sa maison où les personnes passent du temps régulièrement, garder une température de 15 C° pendant la nuit ou au cours de la journée si personne ne reste dans les locaux. Dans le domaine des recommandations, la durée d'une douche ne devrait pas dépasser 5 minutes, l'utilisation du sèche-linge devrait être limitée, et le système de climatisation devrait rester éteint au profit du ventilateur, moins énergivore. Les volets des bâtiments devraient rester fermés la journée afin de limiter la perte de fraîcheur en été, et de chaleur en hiver.</p> <p>À partir de 2023, l'obligation d'adopter des mesures d'économies sera étendue à au moins 1 000 entreprises.</p> <p>Le gouvernement a levé les restrictions sur la production des centrales électriques au charbon jusqu'en 2024. Le champ gazier de Groningue sera mis en veilleuse en octobre. Le gouvernement a aussi adopté le 20 septembre un paquet d'aides aux ménages de 18 milliards € comprenant une hausse de 10 % du salaire minimum, une augmentation des prestations sociales, une réduction de l'impôt sur le revenu, et une augmentation de l'impôt sur les sociétés.</p> <p>Au 21 septembre, le pays a alloué 0,7 % de son PIB pour des mesures visant à protéger les consommateurs de la hausse des prix de l'énergie.</p>

	<p>Actualisé le 21/09</p> <p>Source Source</p>
Pologne	<p>La Pologne attend l'adoption des mesures au niveau européen, avant de réaliser son propre plan d'économies d'énergie. Le 13 juillet, le Premier ministre Mateusz Morawiecki a demandé aux citoyens d'isoler leur maison. Le gouvernement s'est engagé à allouer des "milliards supplémentaires" à son programme d'assainissement de l'air, qui prévoit des subventions aux propriétaires pour une meilleure isolation et l'achat de systèmes de chauffage plus propres.</p> <p>Au 21 septembre, le pays a alloué 1,9 % de son PIB pour des mesures visant à protéger les consommateurs de la hausse des prix de l'énergie.</p> <p>Actualisé le 21/09</p> <p>Source</p>
Portugal	<p>Le 5 septembre, le gouvernement a dévoilé les mesures visant à la réduction de la consommation d'énergie. Dans les établissements publics, les températures des chauffages et des climatisations devront être réduites et les lumières des bâtiments devront être éteintes lorsqu'ils fermeront. Pour les bâtiments du secteur privé, il ne s'agit que de recommandations et non pas d'obligations. Les lumières décoratives devront être éteintes après minuit.</p> <p>En accord avec l'Union, le Portugal, tout comme l'Espagne, ne devra baisser sa consommation d'énergie que de 7 % d'ici mars 2023, (15 % dans le reste de l'Union). En avril, le Portugal avait déjà réduit les taxes sur les produits pétroliers qui était équivalent à une baisse de TVA de 13 %. Le gouvernement a également débloqué 2,4 milliards € pour venir en aide aux ménages en difficulté avec un chèque d'au moins 125€ pour toutes les personnes ayant un revenu inférieur à 2 700€ par mois.</p> <p>Le 5 septembre, le gouvernement a annoncé une nouvelle baisse de la TVA sur l'électricité à 6%. L'augmentation de la taxe carbone va également être suspendue.</p>

	<p>Actualisé le 21/09</p> <p>Source Source Source</p>
République tchèque	<p>En juillet, le ministère de l'Industrie et du Commerce a publié un « manuel » rassemblant des mesures pour effectuer des économies d'énergie. Les individus sont appelés à éteindre la lumière et les appareils électroniques afin d'éviter le gaspillage énergétique produit par le mode veille, ainsi qu'à privilégier les ampoules LED, qui consomment jusqu'à 90 % d'énergie en moins par rapport aux ampoules traditionnelles. Le manuel indique de maintenir à moins de 5° C la différence entre la température extérieure et intérieure. Certaines modifications de la réglementation sont en cours d'élaboration, notamment un raccourcissement de la saison de chauffage des bâtiments.</p> <p>Au 21 septembre, le pays a alloué 1,2 % de son PIB pour des mesures visant à protéger les consommateurs de la hausse des prix de l'énergie.</p> <p>Actualisé le 21/09</p> <p>Source</p>
Roumanie	<p>Le 1er septembre, le gouvernement a annoncé que le plafonnement des prix de l'énergie serait maintenu jusqu'à fin août 2023. Le 9 septembre, le plan de soutien aux entreprises a été validé par la Commission. Des subventions publiques, à hauteur de 4 milliards € vont être mises en place d'ici au 31 décembre.</p> <p>Au 21 septembre, le pays a alloué 2,9% de son PIB pour des mesures visant à protéger les consommateurs de la hausse des prix de l'énergie.</p> <p>Actualisé le 22/09</p> <p>Source</p>

<p>Slovaquie</p>	<p>En février, le gouvernement a conclu un accord avec la société énergétique Slovenské elektrárny pour vendre moins cher à certaines catégories ciblées de clients en 2023 et 2024.</p> <p>Le 21 septembre, le gouvernement a proposé de nouvelles mesures lui permettant de déclarer un état d'urgence énergétique. L'électricité et le gaz pourraient ainsi être nationalisés. Le projet de loi doit encore être approuvé par le Parlement.</p> <p>Au 21 septembre, le pays a alloué 1 % de son PIB pour des mesures visant à protéger les consommateurs de la hausse des prix de l'énergie.</p> <p>Actualisé le 23/09</p> <p>Source Source</p>
<p>Slovénie</p>	<p>Le 13 septembre, le Parlement a adopté trois lois qui permettent au gouvernement de déclarer une situation à haut risque énergétique, permettant aux centrales électriques de changer de combustible sans restrictions environnementales. En cas de difficulté, la production d'énergie sera confiée à l'opérateur du réseau national, ELES. Le gouvernement peut désormais prescrire la température maximale ou minimale dans les bâtiments et réguler l'éclairage public. La troisième partie du paquet comprend des garanties couvrant les achats de gaz et d'électricité en dehors de l'UE pour les compagnies énergétiques.</p> <p>Au 21 septembre, le pays a alloué 0,8 % de son PIB pour des mesures visant à protéger les consommateurs de la hausse des prix de l'énergie.</p> <p>Actualisé le 21/09</p> <p>Source</p>
<p>Suède</p>	<p>Le 21 mars, le gouvernement a adopté un paquet de mesures comprenant la réduction temporaire de la taxe sur le diesel et l'essence et d'autres mécanismes de compensation pour les ménages les plus fragiles. Le 3 septembre, il a déclaré qu'il allait fournir 23,4 milliards € aux services publics nordiques et baltes en difficulté, sous la forme de garanties de crédit.</p> <p>Au 21 septembre, le pays a alloué 0,3 % de son PIB pour des mesures visant à protéger les consommateurs de la hausse des prix de</p>

l'énergie.

Actualisé le 26/09

[Source](#) | [Source](#) | [Source](#)